

Parti  
communiste  
français

commission Santé  
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

avril 2009

# globule rouge

INFO

## des luttes aux urnes le 7 juin!

**L**a confrontation avec le pouvoir sur le concept de Santé et de Protection sociale a encore marqué une étape.

La loi "Hôpital, santé, patients et territoires" a été votée en première lecture à l'Assemblée nationale. Pour autant, ce n'est ni une surprise au regard de la marge dont bénéficie la majorité parlementaire ni le signe de la fin du combat.

Au contraire ! Les mobilisations grandissent. Que ce soit au niveau syndical avec la poursuite

des appels unitaires, que ce soit au niveau des personnels, comme avec les médecins hospitaliers, notamment à l'Assistance publique/Hôpitaux de Paris, que ce soit avec les collectifs et associations,

comme à Ivry, Villejuif, Juvisy ou dans la psychiatrie, etc.

Le débat au Sénat sera un grand moment de luttes et d'expressions des réalités du terrain à l'initiative des sénatrices et sénateurs du Groupe communistes, républicains et citoyens et sénateurs membres du Parti de Gauche. Une audition est organisée fin

avril pour donner une résonance aux luttes et aux actions en cours.

C'est dans ce cadre que se déroule la campagne des élections européennes. Les communistes ont beaucoup œuvré pour construire un front de gauche le plus large. Il est aujourd'hui en route avec de nombreuses initiatives publiques et explica-

tives sur les arguments forts qui font le lien entre la santé et la protection sociale ici et maintenant et les élections du 7 juin.

Le bulletin de vote des listes du **Front de Gauche** sera un prolongement efficace à nos luttes.

**Simone Fayaud, Jean-Luc Gibelin**  
animateurs de la commission **Santé/protection sociale**



la  
prochaine  
réunion de  
la commission  
nationale  
**Protection sociale/santé**  
aura lieu  
samedi 13 juin  
de 9 h 30 à 16 h 30  
au CN du PCF

voir avec les fédérations pour la participation  
la plus large afin de développer le travail  
de la commission et d'organiser les suites des  
mobilisations contre la loi Bachelot ainsi que  
la promotion d'un projet alternatif et progressiste...

# c'est parti

## POUR LE TRAVAIL DE LA COMMISSION NATIONALE

La commission s'est réunie le 21 mars. Elle a traité de l'actualité du secteur, de la mise en place de la commission *Santé et protection sociale*, du fonctionnement de celle-ci.

Il y avait 22 participants et 11 excusés pour 20 fédérations représentées au total.

Un compte-rendu sera envoyé prochainement aux membres de la commission.

Au niveau du travail de la commission, il a été mis en place un collectif d'animation de la commission. Il est, de fait, composé de camarades de l'Île-de-France, mais le travail à distance avec les camarades de province n'est pas exclu, bien au contraire. Il devra être fait collectivement un effort réel pour que ce collectif soit à parité.

Il se réunira tous les quinze jours le lundi après la réunion du CEN afin de profiter de la présence de Simone Fayaud. Un relevé des débats a été envoyé aux membres de la commission.

Pour pouvoir coordonner les sollicitations et la présence du parti dans les nombreuses initiatives qui se déroulent pour une autre santé, il est important de nous les faire connaître le plus tôt possible.

De même, pour que ce *Globule Rouge info* soit le reflet de tout ce qui se passe, n'oubliez pas de nous faire passer quelques lignes de compte-rendu, notamment sur la démarche des communistes, sur leur rôle dans les mobilisations, dans les rassemblements.

### BUREAU DE PRESSE DU PCF

### communiqués

communiqué du 30 mars 2009

#### la santé dans tous ses états

Dans le cadre du mouvement en cours dans la psychiatrie, deux rencontres ont eu lieu entre des représentants des deux collectifs *La nuit sécuritaire* et *la Politique de la peur* et des membres de la direction du Parti.

Il en ressort :

- un large constat de forte convergence sur l'analyse des dérives sécuritaires et sur les raisons de cette politique ; une attention forte a été soulignée à l'enjeu de la psychiatrie ; le respect de la personne en situation de perte de la raison, donc de non-conformité aux normes sociales et de non-soumission à l'autorité, est un curseur de l'état de civilisation ; "solidarité/respect" de la personne ou "désignation/ségrégation" de la non personne est le dilemme central posé autour des enjeux de psychiatrie.
- il se dégage le besoin d'un lieu de rencontre de tous les mouvements, appels, syndicats, partis, qui s'opposent à la société du plus fort, du plus conforme et qui sont par ailleurs en recherche d'un autre sens.

#### 2009 : année noire de la protection sociale en France

La Sécurité sociale va connaître un déséquilibre historique en 2009. Le ministre du Budget annonce un déficit de 18 milliards de la Sécurité sociale cette année alors qu'il prévoyait seulement 15 milliards il y a un mois. Selon les organismes de prévision la chute du PIB sera à 2 % voire 3 %. L'explosion du chômage atteindra au moins 380 000 cette année. Et ce gouffre ne s'explique pas par des dépenses supplémentaires. Il s'explique par un manque à gagner considérable du côté des recettes assises sur la masse salariale dont on organise le ralentissement. Les régimes de retraites complémentaires (Arrco-Agirc) et le Pôle emploi vont également être gravement touchés. Des coupes se profilent dans les dépenses sociales en particulier dans les retraites et l'assurance maladie. Cela aggravera la situation économique.

Le PCF exige d'abord la vérité sur les comptes de la protection sociale et une réponse rapide en termes de ressources pour celle-ci. Il s'opposera à toute réduction des prestations qui aggraverait la situation économique. Il propose une réforme et un développement du financement notamment pour faire face au sous-financement organisé et chronique de l'hôpital et affronter les nouveaux besoins. Une refonte des cotisations patronales, impliquerait de les articuler sur le relèvement de la part des salaires dans les richesses produites. Ce sont l'emploi, les salaires et les qualifications qui sont la source d'un nouveau type de croissance comme des rentrées indispensables des cotisations sociales. Nous proposons aussi une nouvelle cotisation sur les revenus financiers des entreprises visant à dissuader la fuite en avant dans les placements financiers et les politiques de déflation salariale. Nous voulons l'abandon des politiques de réduction des charges sociales. La situation est grave, cela fait monter l'urgence des alternatives à construire y compris au niveau européen. Un nouveau souffle pour un nouveau modèle social, appuyé sur le développement des luttes est indispensable. Cela pose la question d'une autre construction européenne qui implique de sortir du pacte de stabilité et de la pseudo indépendance de la BCE.

## ÇA BOUGE

### à Creil

Lors des journées de l'AG de la *Coordination des maternités et hôpitaux de proximité*, **la soirée du 16 mai est ouverte en débat public.**

La commission y sera présente pour porter notre appréciation du mouvement en cours et montrer les liens avec les élections européennes du 7 juin prochain.

### Pyrénées Orientales

Les communistes du plateau de Cerdagne organisent **le 22 avril une initiative** de lutte, de débat et de résistance contre les fermetures des centres de soins qui sont une part importante de l'économie locale du plateau.

### Villejuif

Les communistes de **Villejuif** invitent à une rencontre, le 29 avril, avec Mme Jacqueline Fraysse, députée communiste référente du groupe de la Gauche démocrate et républicaine pour la santé et la protection sociale à l'Assemblée nationale.

Le débat avec Jacqueline Fraysse peut permettre la rencontre de divers points de vue et propositions, d'élus, de salariés et d'usagers.

Comment continuer à agir pour défendre l'hôpital public, proposer une autre politique de santé et de protection sociale solidaire et obtenir le retrait de la loi Bachelot ? Tel est l'objet de cette rencontre publique.

## parole d'élue

### Loi « HPST » la bataille à l'Assemblée nationale



par **Jacqueline Fraysse**  
députée des Hauts de Seine

**L**e projet de loi "Hôpitaux, patients, santé et territoires" a été adoptée par les députés le 10 mars dernier. Il s'agit d'un texte dangereux qui, loin de répondre aux difficultés de l'hôpital public, va, au contraire, les accentuer.

Il se contente d'appliquer des mesures simplistes à des problèmes bien réels (déserts médicaux, permanence des soins, maillage hospitalier, prévention et éducation à la santé, dépassements d'honoraires). Ainsi, l'injonction faite aux hôpitaux de fonctionner comme des entreprises va les inciter à sacrifier des missions de service public en fermant des services utiles mais jugés peu rentables. Parallèlement, aucune mesure sérieuse n'est prévue pour former davantage de soignants et lutter ainsi contre la pénurie de médecins, notamment de généralistes, dans certaines régions.

Ce projet de loi instaure une gouvernance autoritaire au détriment de la nécessaire concertation avec les personnels hospitaliers soignants et non soignants, les associations d'usagers ou les élus.

Quant au volet prévention, il se contente d'interdire les open-bars et les cigarettes-bonbons.

C'est bien peu quand on sait l'état de la santé scolaire et de la santé au travail, pour ne prendre que ces exemples.

Nous avons proposé de nombreux amendements pour améliorer ce texte, pour limiter les pouvoirs des directeurs généraux des ARS, pour renforcer les pouvoirs des commissions médicales d'établissement, pour limiter les dépassements d'honoraires ou pour étoffer le volet "prévention" en y introduisant la santé scolaire, avec notamment la prévention de l'obésité infantile, la santé au travail et les pollutions environnementales.

Tous ces amendements ont été repoussés par le gouvernement.

Les députés du groupe GDR ont voté contre ce texte dont ils contestent la philosophie et que le rejet de leurs amendements n'a pas permis d'infléchir significativement.



## notre santé passe aussi par l'Europe notre vote, le 7 juin, aussi

À l'initiative des communistes d'Île-de-France, le Front de Gauche propose, avec Patrick Le Hyaric, une soirée-débat sur le thème *Santé, protection sociale et Europe*, le 11 mai à Paris.

L'hôpital et la santé représentent un enjeu de taille dans tous les pays européens, comme en témoigne l'accélération des réformes libérales mettant en grande difficulté l'hôpital public comme l'ensemble du système de santé dans de nombreux pays européens.

Le choix est donc entre inscrire durablement, en France comme dans toute l'Europe, la doctrine libérale menée depuis près de deux décennies, et qui fait tant de mal, ou NON, en faisant monter des pistes alternatives.

Nous ne voulons pas d'une Europe qui veut rationner à marche forcée l'offre publique, réduire le nombre de personnels hospitaliers et offrir par là-même de nouveaux secteurs plus que profitables à la concurrence privée comme le prévoit la loi Bachelot.

Nous ne voulons pas d'une Europe hostile au droits des femmes, dans laquelle s'inscrit récemment la France de Sarkozy avec la remise en cause du budget du *Planning familial*.

**La concurrence, la course à la rentabilité financière immédiate violent la démocratie, aboutissent à l'autoritarisme contre les droits des peuples et des salariés et nuisent à l'efficacité économique et sociale.**

les cocos dans les collectifs locaux



**Parce que la Loi Bachelot,**

- C'est la politique de l'Europe du Capital appliquée à la Santé
- C'est la casse de l'AP/HP et la fermeture des Hôpitaux et maternités de proximité
- C'est la marchandisation de notre système de santé



**IL Y A URGENGE POUR  
UNE AUTRE POLITIQUE DE SANTE  
EN FRANCE ET EN EUROPE !**

**Patrick Le Hyaric**  
Directeur de l'Humanité,  
Tête de liste du Front de Gauche  
en Ile de France



**URGENCE !**

**Vous invite à une SOIREE DEBAT**

**LUNDI 11 MAI à 20H30**  
**ESPACE A.B.C**  
**3 RUE DE LA CHAPELLE**  
**75018 PARIS**

Sous la Présidence de **Patrice Bessac**,  
Secrétaire départemental du PCF PARIS

**Avec :**

- Rose May Rousseau, responsable syndicale AP/HP
- Kartika Liotard, députée européen, GUE/NGE (Pays- Bas)
- Catherine Mills, économiste
- Bernard Teper, secrétaire national de l'UFAL

sent à l'autoritarisme contre les droits des peuples et des salariés et nuisent à l'efficacité économique et sociale.

La campagne des élections européennes doit être l'occasion d'amplifier et de rassembler autour du retrait de la loi Bachelot, et de poser les jalons d'une autre politique sociale européenne alternative favorable aux peuples d'Europe et non aux multinationales européennes.

## COMITÉ JUVISY

## une lutte opiniâtre pour le droit à la santé de proximité

C'est une volonté déterminée d'unir toutes nos forces qui rassemble celles et ceux qui agissent au sein du Comité de défense de l'Hôpital de Juvisy.

Les voix des usagers et des professionnels se conjuguent contre la fermeture des services de maternité et de chirurgie. Depuis des mois, l'avenir de l'hôpital de Juvisy, élément majeur de l'offre de soin public pour de nombreuses villes, est menacé.

C'est pourquoi, lors d'une initiative publique, l'invitation a été faite à tous les présents de solliciter les maires des com-

munes du bassin de santé à lancer un appel solennel et unitaire à l'annulation de cette décision de fermeture, si manifestation contraire à l'intérêt général.

Ils viennent, début avril, d'obtenir de 5 maires sur 8 l'envoi à toutes les populations du territoire (200 000 habitants) d'une lettre pétition pour le maintien des services de chirurgie et maternité, pour saisir le médiateur de la république et inverser les décisions du Conseil d'administration prises en toute illégalité.

Extraits : « Vous savez, mieux que quiconque, la somme d'efforts que repré-

sente la création d'un nouvel équipement public, et la nécessité absolue de défendre ceux qui existent. Nous sommes donc sûrs que vous ferez tout pour sauver cet indispensable service public de santé essentiel aux populations de notre territoire, en imposant le retour à la raison dans la gestion de ce dossier. »

Devant l'urgence, les élus, le comité d'usagers et les personnels doivent unir leurs efforts pour préserver le bien commun.

Ce fut le cas lors d'une assemblée le 7 avril 2009.